



Somalie
Des obstacles à l'aide
Page B 3



Mer de Chine
Un lourd contentieux
Page B 2

PERSPECTIVES

BLOC QUÉBÉCOIS

Parti décimé cherche chef

Y a-t-il vraiment
urgence à tenir la
course au leadership ?

Drôle de «course» à la chefferie que celle du Bloc québécois: personne n'accourt. Encore sonné par la dégelée du 2 mai, le parti cherche ses repères... et des candidats intéressés par l'ingrate tâche de relever le Bloc en pleine tourmente souverainiste.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Ottawa — Pierre Paquette n'avait pas tardé à faire connaître ses intentions: le «cadavre» de Gilles Duceppe n'était «même pas refroidi» — dit l'ex-député Michel Guimond — que le leader parlementaire du Bloc annonçait qu'il serait de la course à sa succession. C'était à la mi-mai. Trois mois plus tard, il s'est rendu à l'évidence: les militants n'ont «aucun appétit» pour se lancer dans un tel processus.

L'ancien leader parlementaire du parti ne sera donc pas de la course à la chefferie du Bloc québécois. Bernard Bigras n'y participera pas non plus. Même chose pour Daniel Paillé. Les désistements s'accumulent, alors que le club des intéressés ne compte qu'un membre: le jeune député de Haute-Gaspésie, Jean-François Fortin, dont on dit beaucoup de bien, mais

«Sans chef, il y a nécessairement un vide qui donne l'impression que le parti n'est pas capable de se ressourcer»

qui ne possède aucune expérience parlementaire et peu de renommée en dehors de sa circonscription.

Prenant acte de l'apathie des militants et du manque de candidats sur la ligne de départ, Pierre Paquette a publiquement exprimé le souhait que la direction du Bloc revienne sur sa décision de tenir la course entre la mi-septembre et la mi-décembre. C'est trop tôt, estime-t-il. «Les gens veulent amorcer une réflexion sur les causes du résultat du 2 mai avant de se retrouver à débattre de qui pourrait prendre la succession.» Bernard Bigras est aussi de cet avis.

Plusieurs ex-députés sont toutefois opposés à l'idée de reporter la course. La présidente par intérim, Vivian Barbot, dit par exemple qu'il «faut revenir à la normale le plus tôt possible et donner à la nouvelle équipe toute la légitimité nécessaire». A l'interne, on fait valoir qu'un parti sans chef est souvent un parti sans direction: les idées se fractionnent, les consensus sont difficiles à obtenir. Le chef aide à établir les priorités... et donne aussi une meilleure visibilité médiatique.

Horizon Québec

Mais une course maintenant ou plus tard? La question divise également les observateurs. Le politologue Guy Lachapelle, professeur à l'Université Concordia et coauteur d'un livre sur les 20 ans du Bloc québécois, estime nécessaire de trouver rapidement un remplaçant à M. Duceppe... même s'il reconnaît que le contexte est assez particulier pour le Bloc, encore sonné par sa débâcle.

«Ce n'est jamais évident de trouver un chef et les candidatures ont l'air d'être rares, dit-il. Mais stratégiquement, ça prend un leader, c'est lui le porte-parole et le visage du parti. Sans chef, il y a nécessairement un vide qui donne l'impression que le parti n'est pas capable de se ressourcer.»

Il y a aussi un élément que le Bloc ne peut négliger, soutient M. Lachapelle: l'horizon électoral à Québec, qui pourrait poindre aussi tôt qu'au printemps prochain. «Je comprends ceux qui sont pressés de régler la question du chef parce qu'ils voient venir les élections à Québec. Le Parti québécois et le Bloc partagent les mêmes militants, la même organisation. Dans ce contexte, il est impensable que la course à la direction du Bloc ne soit pas terminée quand commencera la campagne provinciale», croit le professeur et ancien candidat péquiste.

Pour Jean-Herman Guay, par contre, l'ensemble des problèmes vécus par le mouvement souverainiste — défaite à Ottawa, déchirements au PQ, émergence de nouveaux groupes — devrait au contraire inciter le Bloc à réfléchir avant d'agir. «L'ampleur de la défaite du 2 mai et celle de la remise en question de tout le mouvement souverainiste me font penser que le Bloc devrait prendre son temps, croit le politologue de l'Université de Sherbrooke. Il n'y a rien qui presse, à mon avis, d'autant que les prochaines élections fédérales sont dans quatre ans et qu'il y a d'ici là une question profonde à se poser: le Bloc doit-il survivre?»

VOIR PAGE B 2: BLOC



Le président américain a entrepris une tournée de différents États cette semaine.

JASON REED REUTERS

2012: pas si mal parti pour doubler la mise

L'outrance des républicains pourrait favoriser la réélection de Barack Obama

LORRAINE MILLOT

Washington — Obama est un «faible», un «second Jimmy Carter», qui préside un taux de chômage visé à plus de 9 % de la population active et ne fait que constater la «paralyse» de Washington... Depuis la dernière bataille budgétaire, qui s'est soldée par la perte de la cote «triple A» pour la dette souveraine américaine, les coups fusent de partout, de la droite comme de la gauche. Le «président de l'espoir», élu en 2008 sur une promesse de renouveau de l'Amérique, a vu sa cote de popularité tomber la semaine dernière à un nouvel étiage: 40 % seulement des Américains approuvent son action, selon le dernier sondage Gallup, et 52 % la désapprouvent. «Il ne dirige pas», a asséné l'éditorialiste du *New York Times* Maureen Dowd.

Pourra-t-il rebondir et être réélu à la présidentielle de novembre 2012? Oui, répondent encore la plupart des analystes américains, même si sa position commence à être critique. «La courbe d'approbation d'Obama est juste un peu en dessous de celles de Ronald Reagan ou de Bill Clinton à cette période de leur premier mandat, et ce niveau d'impopularité ne les a pas empêchés d'être réélus l'année suivante», compare Frank Newport, analyste en chef de l'institut de sondages Gallup. En juillet 1983, Ronald Reagan ne rassemblait aussi que 42 % d'opinions favorables...

Compromis

En 2012, comme toujours aux États-Unis, tout dépendra de l'économie: pour être réélu, Barack Obama aura impérativement besoin que la conjoncture se reprenne, «ou du moins que les Américains aient le sentiment que la situation s'améliore», souligne l'expert de Gallup. Se positionner au centre, comme le président le fait, est certainement la bonne stratégie, juge Frank Newport: «Les Américains aiment le compromis. Mais si le chômage reste élevé, tous les tours en bus et tous les discours du monde n'y feront pas grand-chose.» Même si l'économie n'est pas au mieux en 2012 et que l'emploi ne s'améliore pas, comme on peut le prédire, ce qui compte sera moins «le niveau de la performance économique que la tendance», veut croire Mark Mellman, stratège et consultant de nombreuses campagnes démocrates.

Ce besoin impérieux de relancer l'économie d'ici à 2012 explique la nouvelle bataille qui s'annonce à Washington: Obama veut tenter d'imposer de nouvelles mesures de soutien à l'emploi, que les républicains ne sont guère pressés d'approuver. Leur veto systématique à toutes les propositions du président pourrait finir par leur coût-

ter cher, calcule la Maison-Blanche. «La dernière bataille de la dette a fait du mal à tout le monde, mais plus encore aux républicains», souligne William Galston, ancien conseiller de Bill Clinton, analyste au Brookings Institute. Les Américains désapprouvent l'attitude des républicains au Congrès plus encore que celle des démocrates. Cela étant, Obama va devoir trouver un discours de campagne convaincant, suggérant que, même si l'économie est encore lente, nous sommes sur le bon chemin. Ce sera dur à vendre.»

Un champ de bataille

La grande chance de Barack Obama, sur laquelle les démocrates misent beaucoup, même s'ils ne peuvent pas trop l'afficher, est que le camp républicain n'est pour l'instant qu'un champ de bataille, déchiré par les clairons du Tea Party. «Les républicains sont en train de se battre entre eux comme les démocrates l'ont fait dans les années 1980. Ils vont se livrer à un bain de sang», prédit Tad Devine, un autre stratège démocrate, conseiller de nombreuses campagnes, aux États-Unis ou à l'étranger. La rhétorique du Tea Party, qui diabolise le gouvernement fédéral sous toutes ses formes et qu'entonnent plusieurs prétendants républicains en ce début de cam-

pagne, sera un formidable «éperon» pour les partisans d'Obama, espèrent ceux-ci.

«Quand les démocrates regardent ce que proposent leurs opposants, ils sont morts de peur», résume Mark Mellman. Il sera sans doute difficile de ranimer l'enthousiasme de la campagne 2008, reconnaissent les stratèges du camp présidentiel, mais en 2012, Obama pourrait bien profiter de «l'énergie répulsive» que le candidat républicain risque de dégager. «S'il a face à lui un adversaire comme Rick Perry [un des nouveaux favoris de la course, très conservateur et très religieux], il ne devrait pas être difficile de mobiliser la base démocrate», calcule Tad Devine. La campagne 2012 risque d'être «très dure», prévient ce connaisseur, et reposer très largement sur les «publicités négatives» attaquant l'adversaire, comme ce fut le cas en 2008.

Tandis que les républicains s'entredévorent, Obama amasse aussi un trésor de campagne qu'il pourra dépenser plus tard, au plus chaud de la bataille, rappelle un autre stratège démocrate.

VOIR PAGE B 2: OBAMA

■ Autre texte en page B 3



Barack Obama s'est rendu cette semaine à Martha's Vineyard.

KEVIN LAMARQUE REUTERS

PERSPECTIVES

Les enjeux autour de la mer de Chine

« Le nationalisme chinois bloque tout règlement des contentieux »

Alors que les tensions se sont multipliées ces derniers mois en mer de Chine méridionale, Valérie Niquet, responsable du pôle Asie à la Fondation pour la recherche stratégique, décrypte l'attitude de Pékin, partagée entre retenue et affirmation de puissance.

Quelles sont les revendications précises de la Chine? Se bornent-elles uniquement aux îles Paracel et Spratly?

La Chine revendique l'ensemble de la mer de Chine méridionale. Cela va donc bien au-delà de ces deux archipels. En fait, la ligne de revendication de Pékin — qui est une ligne officielle, mais qui apparaît dans de nombreux plans qu'elle publie [cette ligne découle directement du tracé effectué en 1947 par un nationaliste chinois inconnu dans un atlas privé, et qui englobait la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale] — s'étire jusqu'aux frontières de l'Indonésie. Cette dernière est confrontée aux ambitions chinoises, au même titre que Brunei, d'ailleurs. Par-delà l'aspect purement géographique, il faut bien comprendre que ces revendications sont étroitement liées, et de manière de plus en plus active, au développement des capacités chinoises. Auparavant, Pékin n'avait pas vraiment la possibilité d'être présent en mer de Chine méridionale, d'où des revendications assez théoriques. Aujourd'hui, en revanche, il en a les moyens sur le plan naval. Pendant longtemps, l'argument qui a été avancé pour expliquer l'attachement chinois à cette vaste étendue était économique: elle disposait de ressources, notamment pétrolières, qui étaient utiles à la Chine.

Désormais, Pékin cherche davantage à préserver ses voies de communication commerciales. La mer de Chine méridionale, en effet, tient un rôle éminemment stratégique car elle représente, aux yeux de la Chine — mais aussi du Japon et de la Corée —, une zone d'échanges avec les pays du Golfe, l'Afrique et l'Union européenne. Cela étant, il existe une autre dimension qui, de mon point de vue, est beaucoup plus importante: celle de l'affirmation nationaliste qui sert la légitimité du Parti communiste chinois (PCC). Avec la crise économique, et on le voit bien depuis quelques mois, le discours nationaliste du régime s'est considérablement renforcé,



Le vice-président des États-Unis, Joe Biden, s'est rendu cette semaine en Chine pour apaiser les tensions entre les deux pays.

tant face à ses voisins que face aux États-Unis. C'est ce nationalisme exacerbé qui bloque et interdit tout règlement des contentieux actuels.

Ces derniers mois, la Chine a donné l'impression de souffler le chaud et le froid, avec, d'un côté, une volonté accrue d'asseoir sa puissance et, de l'autre, des gestes de conciliation, notamment l'accord avec l'ASEAN. Partagez-vous ce constat?

Je ne suis pas certaine qu'il y ait une véritable division en matière d'objectifs entre les militaires et les autorités civiles du PCC. Je pense que, pour des raisons de légitimité idéologique, la volonté globale est d'affirmer la puissance de la Chine, y compris par des moyens militaires. Simple-ment, les dirigeants chinois sont tout à fait conscients des limites qui existent à la puissance chinoise et à l'affirmation de cette puissance, notamment en Asie. Les capacités chinoises, de fait, restent modestes, malgré le lancement, le 10 août, d'un porte-avions, qui d'ailleurs ne porte pas encore d'avions. Pékin a une attitude double. D'un côté, il joue sur une stratégie de la tension, dont l'objectif est de faire peur à ses voisins et, accessoire-



Pékin a lancé en grande pompe le 11 août son premier porte-avions.

ment, d'inquiéter ceux qui, aux États-Unis, seraient favorables à une politique d'apaisement. De l'autre, il cherche à préserver des opportunités, en particulier commerciales, avec l'ASEAN [Association des nations de l'Asie du Sud-Est]. Pékin veut surtout éviter que se répète le scénario de 2010, lorsque les autres pays de la région avaient profité de la venue d'Hillary Clinton à Hanoï pour soutenir d'une même voix la résolution américaine sur la préservation des voies de communication en mer de Chine méridionale.

Au final, les autorités chinoises s'efforcent de ne pas aller trop loin, même si l'on observe que la tentation de la tension est toujours très présente. Il ne faut pas oublier, à cet égard, que l'on se situe à la veille d'un congrès majeur en Chine [le 18^e congrès national du PCC, qui se tiendra à l'automne 2012, doit marquer le renouvellement de la classe dirigeante du pays]. Toutes les factions vont vouloir se positionner en vue de cet événement et il est très probable que les thèses nationalistes aient toujours le vent en poupe.

Des pays riverains de la mer de Chine méridionale ou des États-Unis, qui la Chine craint-elle le plus?

Aujourd'hui, les pays de la région ont tendance à se réarmer, à commencer par le Vietnam, qui a acheté des sous-marins à la Russie et nourrit de grands projets de rapprochement avec Washington. Mais cela ne préoccupe guère

la Chine car, d'un point de vue militaire, elle est aujourd'hui largement à la hauteur de ses voisins.

En réalité, la principale crainte de Pékin concerne les États-Unis. Jusqu'à une période très récente — et je crois que cela peut aussi, en partie, expliquer les tensions actuelles —, la Chine s'est maintenue dans l'illusion que, parce qu'ils étaient englués en Irak et en Afghanistan, les États-Unis n'avaient plus les moyens d'intervenir dans la région. Or cette mauvaise lecture stratégique se retourne aujourd'hui contre elle, car elle constate avec agacement que, non seulement les États-Unis ont la capacité d'être présents, mais qu'en outre ils ne manquent pas une occasion de rappeler leur volonté de revenir en Asie.

Comment envisagez-vous l'évolution de la situation dans la région au cours des mois et des années à venir?

Dans les années qui vien-

ent, tout va reposer, à mon avis, sur l'évolution interne de la Chine et la manière dont le régime va, ou ne va pas, se réformer. On peut ainsi imaginer qu'une Chine plus démocratique serait moins encline à s'appuyer sur un discours hypernationaliste que le régime actuel.

Jusqu'à présent, le pays a pu compter sur le caractère raisonnable de ses adversaires potentiels, puisqu'il n'y a jamais eu de riposte, ni de la part des Américains, ni, plus au nord, de la part des Japonais. Avec le Vietnam, cependant, la situation est beaucoup moins sûre, dans la mesure où les deux régimes présentent des similitudes. De fait, si la Chine persiste ponctuellement à attaquer les bâtiments de pêche vietnamiens, on ne peut exclure qu'un incident dégénère, en tout cas de manière plus sérieuse que par le passé.

Propos recueillis par Aymeric Janier
Le Monde

CONFÉRENCE & SOIRÉE PUBLIQUE

Leur crise, nos solutions

Susan George

Avec la participation de Louis Roy, président de la CSN

25 août 2011

19 h à 21 h 30
UQAM - Pavillon Hubert-Aquin, salle A-M050
400, rue Sainte-Catherine Est, Montréal

« Crise ? Vous avez dit crise ? Tenez : vous avez l'embarras du choix. Effondrement de l'économie-casino et des finances mondiales, pauvreté et inégalités croissantes depuis trente ans, combat quotidien de millions de gens pour accéder à l'eau et à la nourriture, réchauffement climatique aux conséquences humaines désastreuses. Toutes ces crises procèdent des mêmes politiques néo-libérales mises en œuvre dans le monde par les mêmes acteurs ; elles s'aggravent mutuellement et pourtant aucune n'est une fatalité. Nous pourrions jouir d'un monde propre, vert, riche et juste, où chacun vivrait dignement. À leur logique, opposons la nôtre. »

Susan George



Organisée par l'Université d'été des Nouveaux cahiers du socialisme conjointement avec Attac Québec

Information / Inscriptions
www.cahiersdusocialisme.org/

OBAMA

SUITE DE LA PAGE B 1

Le président consacre déjà bon nombre de ses soirées à la collecte d'argent et son équipe espère même battre son précédent record de 2008 en levant jusqu'à 1 milliard de dollars. Même si la base démocrate se dit « déçue », Barack Obama ne devrait pas avoir de challenger au sein de son parti, comme c'était arrivé à Jimmy Carter en 1980. Si désenchantée soit-elle, la gauche du parti n'est pas en mesure de présen-

ter un candidat alternatif, qui affaiblirait plus encore le président. La présidentielle se joue État par État, rappelle Tad Devine, et l'étude géographique de l'opinion suggère qu'Obama n'est pas forcément en si mauvaise posture que le suggèrent les moyennes nationales.

« Actuellement encore, sa popularité dépasse les 50 % dans un nombre d'États suffisant pour lui assurer 215 Grands Électeurs, sur les 270 nécessaires au vainqueur, explique Tad Devi-

ne. Sachant qu'Obama garde un pouvoir d'attraction particulièrement fort sur certaines catégories d'électeurs, les Noirs, les Latins, les jeunes ou les plus éduqués, il y aura différentes façons pour lui de gagner les voix manquantes pour arriver à ces 270 Grands Électeurs [en ciblant les États où ces partisans sont les plus nombreux, NDLR]. Je ne dis pas que ce sera un raz-de-marée, ce sera un dur combat, mais c'est possible. »

Libération

BLOC

SUITE DE LA PAGE B 1

Grosse question, en effet, qui refroidit peut-être l'ardeur de ceux qui pourraient être intéressés à succéder à Gilles Duceppe. N'empêche: quand il regarde le portrait général de la situation, Guy Lachapelle se montre étonné. « Il y a tellement de souverainistes qui semblent motivés à fonder des partis ou

partir des mouvements ces temps-ci, je ne peux pas croire qu'il n'y en a pas un pour venir s'occuper du Bloc... »

Pour l'instant, la direction du parti ne s'inquiète pas outre mesure du manque de candidats. On soutient qu'il est normal que les prétendants se fassent discrets, les règles de la course n'étant pas encore connues.

En 1997, Gilles Duceppe l'avait emporté devant Yves Duhaime, Rodrigue Biron, Francine Lalonde, Daniel Turp et Pierrette Venne. Pour mémoire, le Bloc formait alors l'opposition officielle à Ottawa, alors que le PQ dirigeait le Québec... Autres temps, autres mœurs.

Le Devoir

PERSPECTIVES

SOMALIE

Des obstacles à l'aide alimentaire dans un pays en guerre

ANGELA BOLIS

Quelque 12,4 millions de personnes touchées en Somalie, au Kenya, en Éthiopie, à Djibouti, sans compter le Soudan, l'Érythrée et l'Ouganda, et ce, au moins jusqu'à décembre... Cette crise de sécurité alimentaire, la plus grave actuellement dans le monde selon l'ONU, a été qualifiée jeudi d'*«inadmissible»* par le directeur de la FAO, Jacques Diouf, lors de la conférence de la branche de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture. Inadmissible, car injustifiée en regard des ressources financières et des technologies dont dispose la communauté internationale. *«Des plans d'investissement complets et déjà approuvés sont disponibles, mais c'est leur financement qui fait défaut»*, a ajouté M. Diouf.

Ce manque de fonds rejaillit directement sur la mise en œuvre de l'aide alimentaire qui a débuté dans la capitale somalienne le 27 juillet, date de la mise en place des premiers ponts aériens venus compléter les habituelles livraisons par bateau. Il en est ainsi du PAM (Programme d'aide alimentaire de l'ONU), qui a besoin de 250 millions de dollars supplémentaires pour assurer l'aide dans les six mois à venir et n'en a reçu que la moitié. *«L'objectif est de nourrir 11 millions de personnes dans les pays les plus touchés. Aujourd'hui, on atteint huit millions»*, explique Stéphanie Savariaud, porte-parole du PAM pour l'Afrique de l'Est, depuis Nairobi, au Kenya.

Un million de personnes menacées par la famine vivent en Somalie, et 400 000 dans ce qui est devenu le plus grand camp de réfugiés du monde, à Dadaab (nord du Kenya). *«Dernièrement, on s'est beaucoup concentré sur ces populations en transit dans les régions frontalières du sud de la Somalie, encore plus fragilisées par les déplacements»*, explique Mme Savariaud. Certains ont vendu leur ferme et leur troupeau pour se payer le voyage.

Une aide difficile à maîtriser en Somalie plus qu'ailleurs, atteindre des populations qui vivent dans le dénuement relève du parcours du combattant. En témoignent les soupçons de détournement d'aide alimentaire, mis en lumière cette semaine par l'Associated Press. Selon l'agence américaine, des milliers de sacs, marqués des sigles du PAM, du gouvernement des États-Unis (USAID) et du Japon, auraient été volés et revendus dans des marchés de Mogadiscio et aux alentours. L'ONU a lancé une enquête. Jugés *«inacceptables»* par Stéphanie Savariaud, ces



Des déplacées dans un centre de distribution au camp Badbaado, à Mogadiscio.

ISMAIL TAXTA REUTERS

vols, s'ils sont avérés, *«représenteraient environ 1 % seulement de notre programme d'aide. Par ailleurs, ils surviennent dans le contexte très particulier d'une ville en guerre, Mogadiscio, où tout conflit se règle par les armes.»*

Autre faiblesse du programme alimentaire des Nations unies: travaillant en collaboration avec le gouvernement de transition somalien, il est banni des zones contrôlées par les insurgés islamistes shebab. Pour un humanitaire d'une ONG internationale sur place, qui a préféré garder l'anonymat, la situation est chaotique. *«Il y a les zones contrôlées par le gouvernement somalien, ou plutôt par les milices personnelles propres à chacun de ses ministres. Et celles contrôlées par les shebab, qui sont parfois plus sécuritaires, puisqu'ils y font régner la loi avec une grande violence. En fait, nos partenaires somaliens ont peur des uns comme des autres.»*

Selon lui, le fractionnement du territoire peut être extrême, comme au sein du corridor d'Adgoye, *«plus grand camp de déplacés du monde, où s'entassent les gens dans des tentes de fortune à l'entrée de Mogadiscio»*. Là, chaque camp aurait la mainmise sur certains quartiers. Le PAM n'est d'ailleurs pas encore implanté dans cette vaste zone improvisée.

Dans cette situation complexe, l'humanitaire déplore une situation où afficher son indépendance par rapport aux deux camps devient aussi crucial qu'épineux: *«Lorsque le PAM travaille avec les militaires de l'Amisom, force de l'Union africaine coopérant avec le gouvernement somalien,*

ça brouille les cartes pour tous les humanitaires.»

La distribution, un art

Dans ces zones contrôlées par les shebab, des ONG comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont réussi à maintenir une présence depuis des années. L'association a ainsi livré de la nourriture à 162 000 personnes fin juillet, se concentrant dans les régions du sud de la Somalie, davantage touchées par la famine et majoritairement dominées par les insurgés.

Le «travail d'acceptation» sur place y est délicat, l'organisation de la distribution aussi, explique Yves Van Loo, porte-parole du CICR basé à Nairobi. *«Avant toute chose, on prévient les autorités locales et les populations pour éviter tout effet de panique à l'arrivée de l'aide. On recense les bénéficiaires et on transmet les listes aux chefs de quartier et de village. Quand on arrive, on appelle les familles par ordre alphabétique, les chefs locaux à nos côtés. Des personnes passent dans les rangs avec un haut-parleur pour appeler au calme.»*

Pour éviter les pillages, le CICR ne paie les fournisseurs que quand la marchandise est arrivée à bon port, l'achemine et la distribue elle-même, sans sous-traitants parfois difficiles à contrôler. Hormis les problèmes de sécurité, la principale crainte d'Yves Van Loo est que, pendant l'opération, *«le camion tombe en panne, à cause de l'état des routes... Car il y a du monde qui l'attend!»*

La nourriture est rationnée selon le nombre de personnes que compte une famille, et fournie pour un mois. Au menu des aides du PAM: 2100 kilocalories par personne et par jour, grâce à des céréales enrichies, des huiles végétales, du sel, du sucre, des «supercéréales» enrichies avec du lait



Hamdi Abdirgant avec ses enfants, Bache et Fatuma, dans une clinique de Harfo.

OLAV A. SALTBNES REUTERS

en poudre et, pour les enfants les plus mal nourris, des barres de «plumpy'sup».

Une agriculture minée

Grand paradoxe de cette famine: dans certaines zones de la Somalie, dans les villes notamment, les étals des marchés sont loin d'être vides. C'est pourquoi Oxfam international, qui a accès à 850 000 personnes, a concentré la majeure partie de son intervention sur le transfert d'argent. Car la hausse des prix alimentaires empêche la population de se procurer les aliments disponibles: le sorgho a augmenté de 200 % dans le sud de la Somalie, selon Stéphanie Savariaud, et le riz, de 300 % depuis le début de l'année, selon Yves Van Loo.

Toutefois, cette nourriture

serait de toute façon insuffisante pour nourrir la population, explique le porte-parole du CICR. La sécheresse, qui sévit depuis 2010 en Somalie, ne porte pas seule la responsabilité de cette pénurie. En Somalie, 20 ans de guerre ont eu raison d'une agriculture qui était, auparavant, capable de surmonter de tels aléas climatiques.

«Aujourd'hui, même en conditions optimales, l'agriculture ne pourrait couvrir que la moitié des besoins de la population, note Yves Van Loo. À l'époque, elle était constituée de grandes exploitations plutôt intensives, cultivant peu de variétés, qui permettaient de faire des stocks pour passer les mauvaises années. Et même de vendre du fourrage aux éleveurs s'ils en manquaient.» Aujourd'hui, un

monde agricole désorganisé et composé de petits paysans est incapable de répondre à ce type d'événements.

C'est pourquoi la FAO a préconisé, jeudi, de porter son regard au-delà de l'aide d'urgence. Il faut, dit l'organisation, investir à long terme dans l'agriculture, la «source principale d'alimentation et de revenus pour près de 80 % de la population» dans la Corne de l'Afrique. Le creusement de puits, la construction de canaux d'irrigation, l'amélioration des systèmes de stockage des récoltes et la construction de routes ont été évoqués par Jacques Diouf, afin d'éviter le retour de «cette famine épouvantable».

Le Monde

ÉTATS-UNIS

Les républicains en quête d'une figure de proue

CAROLINE TALBOT

New York — Les républicains aussi sillonnent l'Amérique profonde. Privés de candidat charismatique et rassembleur, divisés par certains discours extrémistes émanant de leurs rangs, ils tentent tant bien que mal de contrecarrer l'offensive de charme lancée par Obama. Mercredi, lorsque le président Obama parlait de création d'emplois dans le Midwest, le bus de son nouvel opposant républicain Rick Perry sillonnait le New Hampshire, État clé pour les primaires. Le très populaire gouverneur du Texas sait chauffer la foule avec ses bonjours à l'accent sudiste: *«Howdy Y'all!»* Et il tente tout de suite de se poser comme le vrai créateur d'emplois du pays. Il le dit et le répète à la presse: *«Les actions parlent plus fort que les mots. Mes actions en tant que gouverneur ont permis de créer des emplois, les actions du président tuent les emplois de ce pays. Il est temps de remettre l'Amérique au travail.»*

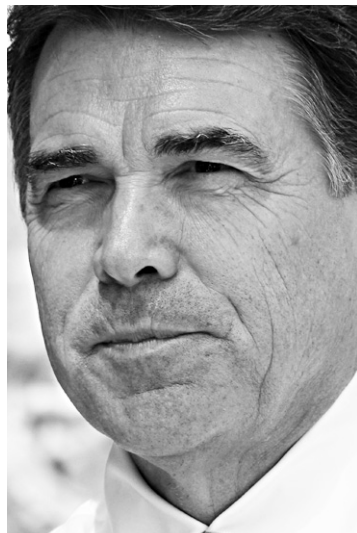
Rick Perry a annoncé il y a une semaine sa candidature à la présidentielle. Et la machine à gagner les primaires républicaines s'est immédiatement mise en marche. Élu depuis plus de dix ans dans l'État à une étoile — le *«Lone Star State»* —, le gouverneur Perry était tout près d'Obama, durant quelques jours en Iowa. Histoire de bien montrer sa différence de style et d'idéologie. L'approche du président, c'est *«étudier les dossiers»*, a-t-il raconté aux hommes d'affaires de Dubuque, en Iowa. *«Nous, nous savons bien où est le problème: on est surtaxés, surréglementés, surjudicialisés.»*

Ancien boy-scout

Le sexagénaire Rick Perry, tout comme sa collègue et concurrente républicaine Michele Bachmann, est un fervent avocat de la réduction de voilure des pouvoirs publics. Il l'a dit souvent, s'il était élu président, il voudrait être *«sans importance»* dans la vie des électeurs. Car il croit que les

différents États d'Amérique peuvent régler, avec plus d'efficacité que Washington, les problèmes des citoyens. La preuve? Les créations d'emplois au Texas. Depuis son élection en décembre 2000, un million de nouveaux emplois y ont vu le jour et le taux de chômage y tourne autour de 8,2 %, un point de moins que pour l'ensemble du pays. Ses adversaires démocrates ont beau rappeler d'autres statistiques moins glorieuses — 26 % des Texans n'ont pas d'assurance maladie, 12 % des adultes ont quitté le collège sans diplôme, le Texas a le quatrième taux de pauvreté du pays —, rien n'y fait, Rick Perry se pose en sauveur de l'économie texane. Avec ses méthodes bien à lui.

En avril, lorsque le Texas était ravagé par le feu et la sécheresse, ce fervent croyant a institué trois jours de prières pour faire venir la pluie. Ainsi soit-il. Le gouverneur, ancien boy-scout et ex-pilote de l'Air Force, plaît beaucoup aux membres du Tea Party. Com-



Rick Perry

BRIAN SNYDER REUTERS

me eux, il ne croit guère au réchauffement de la planète, une science dite *«non prouvée»*. Et il n'a qu'une envie: empêcher l'Agence fédérale de protection de l'environnement (EPA) de réglementer les émissions de gaz à effet de serre. Car, à ses yeux, les dépenses impo-

sées aux centrales électriques, raffineries de pétrole et autres industries chères au Texas tuent l'emploi.

«Fermer les portes»

Comparé à Rick Perry, Mitt Romney, l'autre favori du Parti républicain, est un enfant de chœur au programme tiède. L'ancien gouverneur du Massachusetts bat lui aussi la campagne, sans veste ni cravate. Mais ces temps-ci, il préfère le New Hampshire. Certes, tout comme l'égérie du Tea Party Michele Bachmann, ou Rick Perry, il juge *«le gouvernement trop fort et les dépenses trop importantes»*. *«Je suis d'accord»*, a-t-il expliqué aux militants du New Hampshire. Mais pour le reste, Mitt Romney (déjà candidat à l'investiture en 2008) prend ses distances par rapport aux autres républicains.

Le créateur de la société d'investissement Bain Capital concentre toute son énergie contre Barack Obama et son *«échec économique»*. Mitt Romney, le patron d'entreprise, se

pose en connaisseur de la vraie économie. Il se croit seul capable de faire repartir l'entreprise Amérique. Le candidat, plutôt bien placé dans les sondages républicains, a la réputation d'être un modéré. Quand il était gouverneur du Massachusetts, Romney avait signé une loi mettant en place une assurance maladie pour tous. Et aujourd'hui encore, il ose afficher quelques convictions écologiques.

Ce qui fait bien rire Michele Bachmann. La belle élue républicaine a promis un mois plus tôt, en Iowa, de *«fermer les portes et d'éteindre les lumières»*. *«Je suis d'accord»*, a-t-il expliqué aux militants du New Hampshire. Mais pour le reste, Mitt Romney (déjà candidat à l'investiture en 2008) prend ses distances par rapport aux autres républicains. Le créateur de la société d'investissement Bain Capital concentre toute son énergie contre Barack Obama et son *«échec économique»*. Mitt Romney, le patron d'entreprise, se

Libération

ÉDITORIAL

Économie

Qui dit vrai?

Le premier affirme que le Canada est en bonne posture et qu'il faut maintenir le cap sur l'atteinte du déficit nul une année plus tôt que prévu, soit en 2014-2015; le deuxième soutient qu'il faut être prêt à intervenir à tout moment puisque l'économie mondiale évolue plus négativement que prévu. Le premier, optimiste, est ministre des Finances; le second, réaliste, est gouverneur de la banque centrale.



JEAN-ROBERT
SANSFAÇON

La demande des partis d'opposition qui n'ont pourtant pas su profiter de l'occasion pour faire valoir leur point de vue, le ministre des Finances, Jim Flaherty, et le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, témoignaient hier devant le Comité des finances des Communes. Tout en faisant bien attention de ne pas contredire son patron, le gouverneur Carney s'est tout de même montré à la fois plus réaliste, en dressant un portrait peu reluisant des perspectives économiques, et plus souple, en se disant prêt à intervenir rapidement en cas d'aggravation de la crise.

De son côté, le ministre Flaherty a maintenu la ligne du gouvernement, qui considère que la réduction du déficit est le seul objectif qui mérite toute l'attention des Canadiens. Selon M. Flaherty, c'est parce que les États-Unis et l'Europe sont trop endettés que les marchés financiers ont perdu confiance dans la gestion des gouvernements.

Si l'affirmation contient une part de vérité incontestable, elle est loin d'expliquer la crise qui secoue les marchés depuis plusieurs semaines. Ce que craignent ceux qu'on appelle «les investisseurs», c'est d'abord que la récession revienne hanter l'économie réelle. A commencer par les entreprises, dont les ventes et les profits seraient touchés, puis les gouvernements, qui verraient leurs revenus fondre à nouveau, avant même de s'être rétablis de la dernière récession.

Quand le ministre Flaherty invite les gouvernements européens et américain à mettre de l'ordre dans leurs finances, il oublie d'ajouter que c'est un peu, voire beaucoup, grâce aux dépenses extraordinaires de ces gouvernements

si la demande pour les ressources naturelles du Canada n'a pas chuté de façon dramatique depuis 2008.

Bien sûr, le gouvernement fédéral a aussi apporté sa contribution sous la pression des partis d'opposition majoritaires. Mais comment réagira un gouvernement majoritaire si la situation mondiale se détériore? Adoptera-t-il un nouveau programme de relance ou maintiendra-t-il son objectif de devancer d'une année l'atteinte du déficit zéro, avec ce que cela exigerait de compressions additionnelles aux quatre milliards déjà prévus?

Tous les gouvernements des pays développés subissent les contrecoups de la faible croissance économique. En demandant à des pays frappés par des taux de chômage catastrophiques de réduire rapidement leurs dépenses, comme le suggère M. Flaherty, le monde entier risque de sombrer dans une récession pire que la précédente, doublée d'une crise sociale.

Quoi qu'en dise notre ministre conservateur, le moment est donc mal choisi. Mieux vaudrait pour lui, et pour nous, qu'il se demande, dès maintenant, comment son gouvernement contribuera à soutenir la croissance et l'emploi si d'aventure nous devions subir les contrecoups d'une chute de la demande mondiale pour les ressources. Car cette fois, contrairement à 2008, les consommateurs canadiens, qui sont aussi endettés que leurs voisins américains, ne seront pas au rendez-vous.

j-rsansfacon@ledevoir.ca

Gil Courtemanche

L'homme des paradoxes

Comment Gil Courtemanche aimerait-il qu'on salue son départ? L'homme sûr de lui, facilement hautain, se moquerait-il des fleurs lancées à tous les vents dès que la mort frappe? Ou arriverait-on à le toucher, via les brèches qui de temps en temps se faisaient jour dans l'immense armure que M. Courtemanche s'était bâtie, personnage à part dans cette communauté journalistique qui n'en manque pourtant pas?

Il y a, bien sûr, le Courtemanche écrivain, celui que des milliers de lecteurs ont apprécié, ici et dans une vingtaine de pays. Son premier roman, *Un dimanche à la piscine à Kigali* est devenu un classique, au programme des écoles secondaires du Québec; son dernier ouvrage, *Je ne veux pas mourir seul*, lui a attiré un lectorat si diversifié qu'il serait impossible d'en dresser le profil, mais qui a compris la terrible lucidité que l'auteur faisait preuve à son égard. C'est une grande œuvre qu'il laisse derrière lui.

C'est pourtant le journalisme qui accuse le plus grand coup avec cette mort de fin d'été. Gil Courtemanche a été un journaliste dérangeant, exigeant, déroutant, intelligent. Il a travaillé dans bien des médias, connu surtout pour son travail à Radio-Canada, mais qu'on a retrouvé aussi au *Soleil*, au *Jour*, à *La Presse*, à Télé-Québec, à *L'actualité*. Et au *Devoir*.

Les chroniqueurs de talent ne manquent pas, mais lui... Cet homme distant et pudique dans sa vie publique, impossible dans sa vie privée (il faut bien oser le dire, comme le fait, en page Idées, notre journaliste Frédérique Doyon dont il fut plusieurs années le beau-père), avait pourtant le don, dans ses textes comme dans ses reportages, du juste dosage de la sensibilité et de la rigueur.

Chez nous, on l'a vu capable, au milieu d'une actualité locale brûlante, d'intéresser ses lecteurs à un enjeu négligé de la scène internationale. De se fâcher noir contre des puissants comme de décorquer finement nos débats politiques. De se saisir d'un rien pour ouvrir sur toute la vie: son propre déménagement — «un tout petit exil d'à peine un kilomètre» — lui sera prétexte pour causer immigration; un livre de cuisine pour causer de l'importance de la lecture... Imprévisible et pourtant pertinent, semaine après semaine. Sans oublier la plume!

Mais aussi la parole. On connaît ses spectaculaires prises de position publiques, sur la famine en Éthiopie, il y a maintenant vingt ans, comme celle toute récente en réaction au conflit de travail au *Journal de Montréal*. Mais il y eut aussi bien des paroles moins médiatisées. Au congrès annuel de l'Association des journalistes indépendants du Québec, en 2006, il avait ainsi livré un discours d'une extraordinaire lucidité sur l'évolution du journalisme, d'encouragements réels pour l'auditoire en début de carrière à qui il s'adressait. Gil le terrible devenu Gil le généreux pour la relève...

Au *Devoir*, c'est la facette de l'homme passionné de son métier que nous avons connue, soucieux d'écrire malgré la maladie, touchant de retenue dans nos échanges professionnels avec lui. Il est mort en emportant avec lui ses paradoxes. Mais aussi un regard qu'on ne retrouvera plus, et c'est d'une grande tristesse.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEÉ BOILEAU

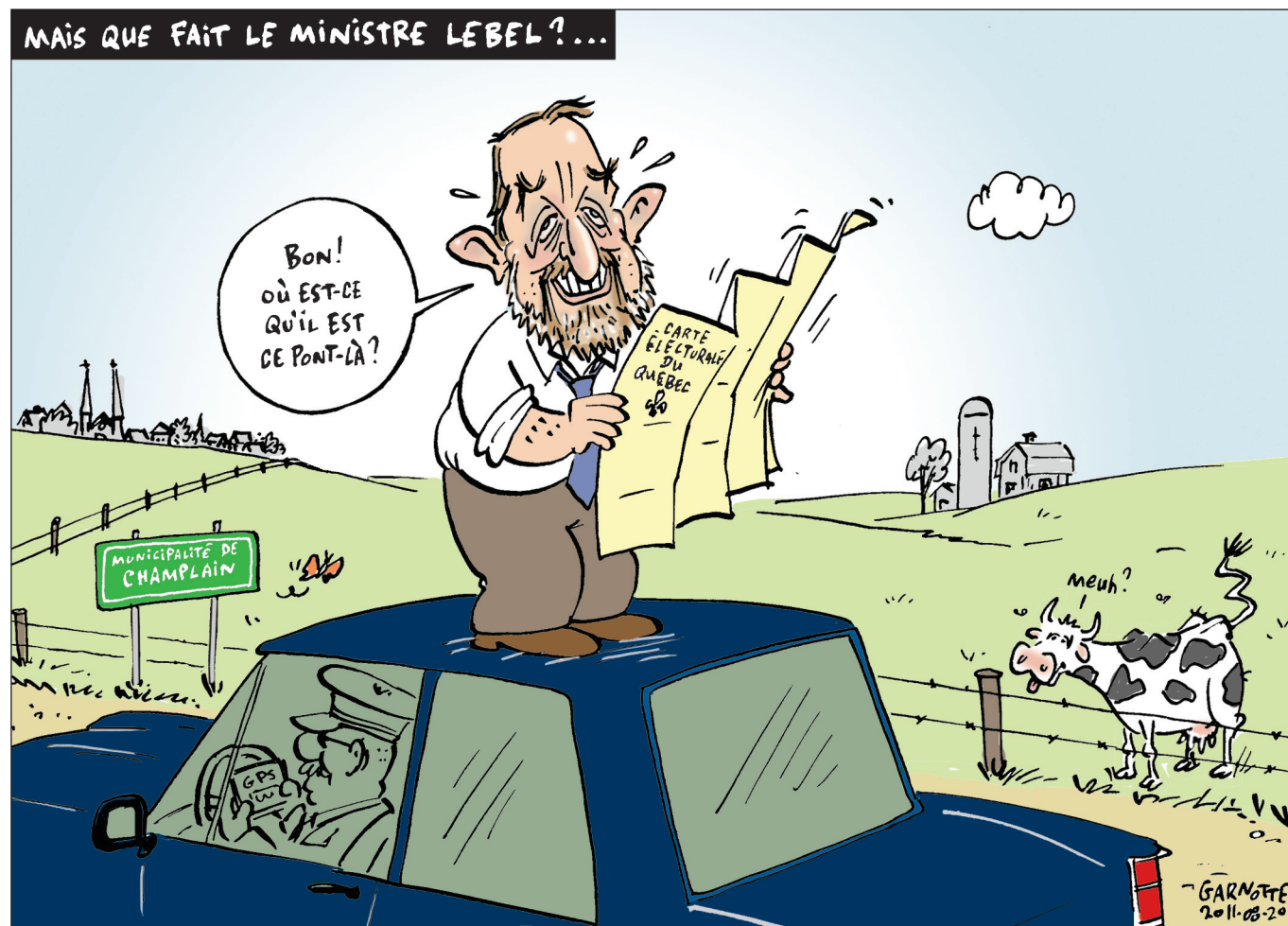
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Ne nous faites pas languir

Imaginez une émission radiophonique qui vous incite à entrer en vous-même, à remettre constamment en question votre façon d'aborder les choses en vous présentant un large éventail de points de vue. Une émission qui vous donne envie d'approfondir les différents sujets abordés à l'aide de lectures qui seront souvent marquantes. Une émission qui vous suit, bien après le mot de la fin de l'animateur. Une émission qu'on attend comme un rendez-vous important. Cette émission existe. Elle a pour nom *Par 4 chemins*. Elle est nourrissante et indispensable.

Monique Paquin
Montréal, le 18 août 2011

Next

On semble, avec le Parti québécois qui se saborde et l'Action démocratique du Québec qui est tentée de le faire aussi, se diriger vers un affrontement Charest-Legault lors des prochaines élections provinciales qui devraient avoir pour thème l'économie.

Il faut s'attendre à ce que Charest défende son Plan Nord et le développement de l'exploitation des ressources naturelles, et à ce que Legault fasse la promotion du commerce et du développement de grosses structures d'entreprises au Québec.

Il est évident qu'aucun des deux ne proposera de politique agricole favorable aux marchés de proximité et à la consommation locale, et il faut s'attendre, de la part de Legault, à des propositions visant à donner le contrôle de l'agriculture et des terres aux commerçants.

Il est aussi évident que Legault s'imaginerait qu'il y a de la place dans le club des super-riches du Québec et qu'il choisira, s'il est élu, des politiques propres à faire progresser son patrimoine, ce qui n'est pas bien difficile, même s'il est en fiducie. On n'a qu'à regarder l'exemple de Trudeau.

Il est clair que Charest est en train de perdre le contrôle du Parti libéral et qu'il souhaite passer la main à Legault.

François Dorion LLM
Le 19 août 2011

Une logique défaillante

Le manifeste du Nouveau Mouvement pour le Québec, le NMQ, propose une séquence de cinq étapes qui mènerait à l'indépendance. Encore une fois, on constate que, dans le rêve de nos souverainistes, la clarté et la logique font drôlement défaut. On propose donc les cinq étapes suivantes: 1) organiser, à travers le Québec, des assemblées constituantes «officielles» qui dessineront les «contours» d'un Québec indépendant;

2) faire adopter ce «dessin» par l'Assemblée nationale;

3) faire adopter ce «dessin» par la population (on imagine au moyen d'un référendum);

4) faire adopter, par l'Assemblée nationale, une loi qui établirait la primauté de la Constitution du Québec sur celle du Canada;

5) faire prêter serment d'allégeance à la Constitution du Québec aux juges et à tous les serviteurs de l'État.

Le grand défaut, sinon le manque de clarté et de logique de cette séquence, est que, pour franchir chacune des étapes, il faut, au pouvoir à Québec, un gouvernement souverainiste. Et si un parti souverainiste ne prend pas le pouvoir aux prochaines élections, tout ce beau projet va continuer de vieillir, cinq ou dix ans, dans les tiroirs de nos rêveurs. Or personne n'a songé à dire comment on s'y prend pour accéder au pouvoir, avec un projet de référendum à la clé, lorsque les Québécois ne veulent plus entendre parler de référendum.

Autre travers de ce projet, c'est qu'il ferait adopter par l'Assemblée nationale une nouvelle Constitution pour le Québec, avant d'avoir consulté la population, par référendum. C'est une conception au moins très originale de la démocratie.

Rien pour éclairer ni pour rassurer les citoyens.

Georges Paquet
Ottawa, le 18 août 2011

REVUE DE PRESSE

Retour en arrière

Manon Cornellier

L'engouement du gouvernement Harper pour la monarchie et sa décision toute fraîche de redonner une étiquette royale à l'armée de l'air et à la marine font beaucoup jaser au Canada anglais. Un pan de la presse conservatrice est aux oiseaux. Pour la fierté, l'honneur, la tradition. Mais nombre de commentateurs sont attristés ou ahuris.

Don Newman, d'Politics, souligne l'évolution de Stephen Harper qui est passé de populiste réformiste allergique aux élites à grand promoteur de la monarchie, «au point où il pourrait rivaliser avec n'importe qui rêvant les symboles coloniaux». Le voilà aujourd'hui qui «fait la promotion de l'élite ultime d'une société, la monarchie», poursuit Newman, qui se demande ce qui viendra ensuite.

Chantre du conservatisme, l'ancien dirigeant de la National Citizens' Coalition, Gerry Nicholls, écrit dans les journaux de Sun-Media qu'il ne s'offusque pas du changement de nom, mais il prédit une «bataille royale». Car si le geste plaît aux «six membres restants de la Ligue monarchiste», il en irritera beaucoup plus. Il relève qu'on parle déjà de relents de colonialisme et de coup porté à la souveraineté canadienne. Et certains commentateurs finiront sûrement par dire que le vrai plan de Stephen Harper est de se voir couronner roi du Canada.

«Cela est évidemment ridicule, car tout le monde sait que Harper est davantage du type empereur», ironise Nicholls, qui ne comprend pas pourquoi le gouvernement Harper s'engage sur ce terrain alors qu'il n'existe aucune pression en ce sens. Il ne trouve qu'une explication: la volonté de Harper de rendre la monnaie de sa pièce à Pierre Elliott Trudeau, un leader honni par les

conservateurs endurcis à cause de son mépris pour plusieurs symboles et traditions, en particulier la monarchie et l'armée.

Je me souviens

Bob Hepburn, du *Toronto Star*, est attristé de ce retour aux symboles royaux. Il se souvient de tous ces matins où il a chanté le *God Save the Queen* avant le début des classes, un chant habituellement suivi d'un serment d'allégeance à la reine. Un rappel quotidien, dit-il, de notre statut colonial. Puis le Canada s'est donné un drapeau, un hymne national, et le sentiment de former une nation entrant dans la modernité s'est répandu. «Je me sentais un peu plus fier d'être Canadien chaque fois qu'un geste était posé pour prendre nos distances de la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, en revanche, je suis attristé en tant que Canadien de voir Ottawa poser un geste inutile destiné simplement à séduire les anciens combattants et une petite bande de monarchistes [...], un geste qui ne fait que renvoyer du Canada l'image d'une colonie qui plie et rampe devant ses maîtres de Londres». Selon Hepburn, Harper ramène le pays à une époque disparue où tout le pays, à part le Québec, était dominé par la société anglo-saxonne. Il fait remarquer qu'il en reste malheureusement bien des vestiges, comme la fête de Victoria, une reine qui n'a jamais mis les pieds au Canada et que les Britanniques n'honorent d'aucune fête nationale.

L'historien militaire J. L. Granatstein écrit dans l'*Ottawa Citizen* que la nouvelle obsession du gouvernement Harper pour la monarchie vise à contrecarrer la démarche des gouvernements libéraux depuis Louis Saint-Laurent afin de doter le pays de symboles reflétant son identité. «Il ne fait pas de doute qu'il y a un plan ici, un plan qui néglige l'affaiblissement croissant du lien monarchique pour tous les Canadiens», écrit-il,

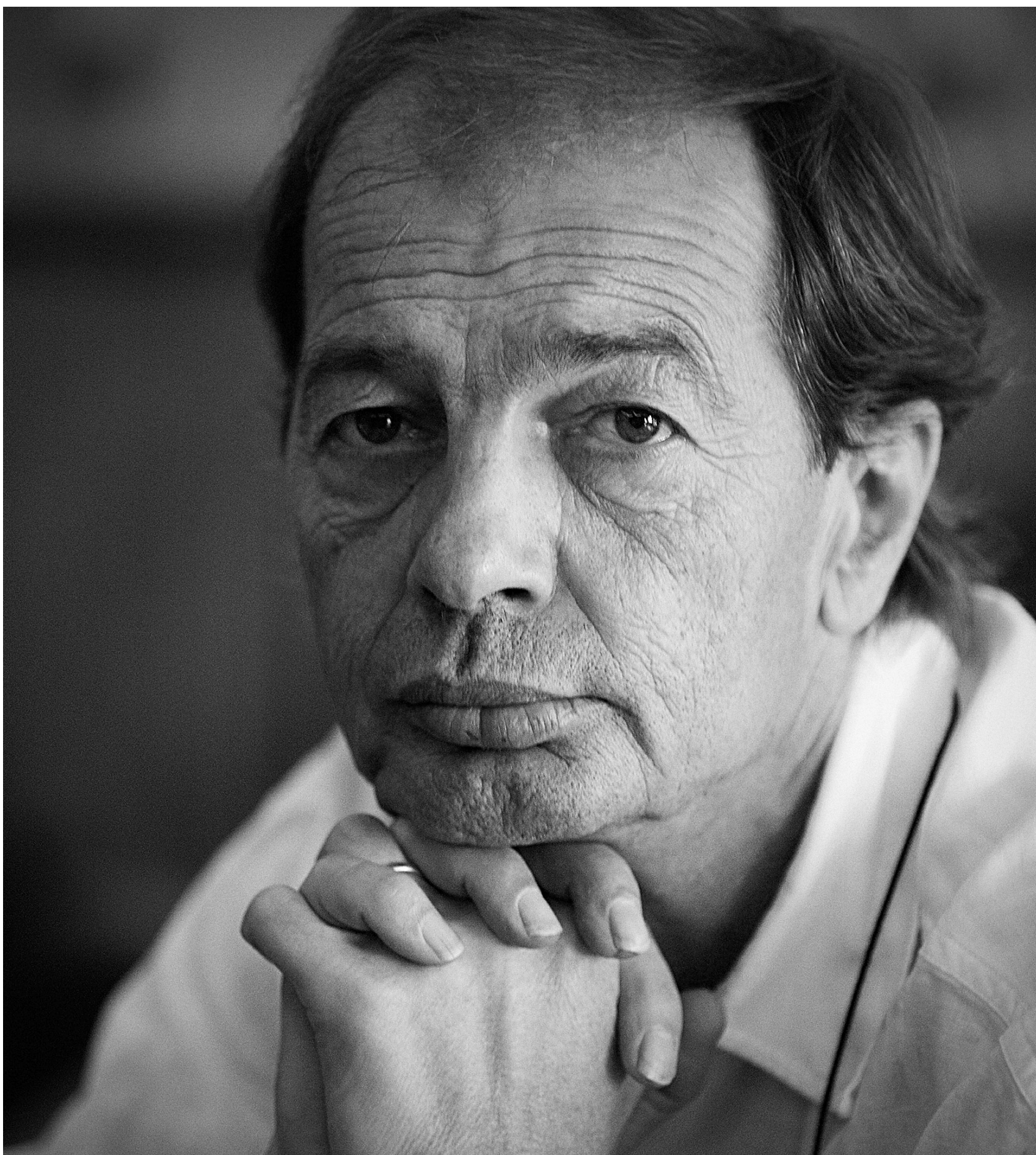
avant de rappeler ce qui a mené à l'abandon de l'étiquette royale. Et tout remonte à la première mission de maintien de la paix qui a valu le prix Nobel de la paix à Lester B. Pearson. Lors de la crise du canal de Suez, l'Égypte veut bien des soldats canadiens, mais ces derniers portent des uniformes similaires aux Britanniques, affichent l'Union Jack sur leur drapeau. Bref, ils ressemblent aux forces impériales. On finit par s'entendre, mais Pearson retient la leçon. En cette ère de décolonisation, être confondu avec les Britanniques n'est plus un avantage. Les changements suivront. Dire aujourd'hui que les militaires seront plus fiers en servant sous ces nouveaux noms est de la bouillie pour les chats, dit Granatstein. Selon lui, les militaires tirent leur fierté de ce qu'ils accomplissent et de leurs liens avec leurs prédécesseurs. Celui avec la monarchie ne veut plus rien dire pour eux.

L'*Edmonton Journal* note qu'en disant honorer les anciens combattants en changeant les noms de l'aviation et de la marine, il ne valorise que ceux qui ont combattu durant les trois décennies de la Deuxième Guerre mondiale et du début de la guerre froide, aux dépens de ceux qui ont servi et sont morts durant les 40 années qui ont suivi. Comme s'il ne suffisait pas de vouloir se battre pour le pays qu'on aime et les idéaux qu'il défend. Et les symboles d'hier, liés à l'Empire britannique, n'ont pas le même effet unificateur aujourd'hui. Les francophones ne sont pas les seuls à ne pas s'identifier à eux, une grande majorité des immigrants arrivés depuis 50 ans non plus.

«Espérons que la vaste majorité des futurs membres de l'armée refuseront de se laisser distraire par les obsessions de leurs aînés», conclut le *Journal*.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Gil Courtemanche

Gil Courtemanche, 1943-2011

Les petits bonheurs

En guise d'hommage et de salut à l'écrivain, journaliste et collaborateur du Devoir Gil Courtemanche, décédé hier des suites d'une longue maladie, nous publions cette chronique. L'auteur l'avait offerte en cadeau à ses lecteurs le 20 décembre 2008, à la veille de Noël.

GIL COURTEMANCHE

Expliquer le monde est un piège. Celui qui le fait domine et risque de perdre ses repères, ses bases, ce millier de petites choses qui font la vie quotidienne, tissent les liens familiaux, nourrissent l'amour quotidien, l'amitié ou les plaisirs simples.

J'ai longtemps cru que la vie était relativement simple et le monde extrêmement complexe, et je ne me suis jamais demandé pourquoi j'écrivais tant sur le monde et si peu sur la vie.

Je sais un peu pourquoi j'écris: pour partager, pour donner ce que je découvre, ce que j'apprends. Vous ne pouvez être à La Haye, j'y étais, tout comme au Rwanda ou au Liban et en Éthiopie. Alors, je me dis que je vous représente, que je suis votre envoyé, votre messenger. Je vous explique, je vous raconte, un peu comme un ami très renseigné qui écrit de longues cartes postales.

Mais quand je le fais, malgré l'affection que je peux avoir, je prends une posture de professeur, d'analyste. Je prends surtout une énorme distance, je me mets en dehors de vos vies et sûrement de la mienne.

Ce n'est pas rien de voir 60 enfants mourir en quelques heures dans le camp de Bati en Éthiopie, de fouiller dans les fosses communes du Rwanda pour retrouver le corps d'un ami. Cela vous retourne les tripes et le cœur. Il est extrêmement

passionnant de fréquenter les coulisses de la Cour pénale internationale et d'avoir l'impression de participer à une mission fondamentale de la communauté internationale. Cela donne un sentiment de pouvoir et d'influence sur des événements historiques.

Mais tout cela risque de vous isoler, comme le succès crée une bulle dans laquelle on se love et s'admire.

On s'isole d'abord de ses origines, de son pays, des problèmes de son pays ou, ici, de sa province. On devient facilement méprisant pour les «petits» problèmes locaux, les questions linguistiques, la pauvreté locale, qui est supportable comparative-ment à celle du Zimbabwe, les urgences qui sont relativement efficaces comparées à celles de Kadhafar. On perd la mesure des choses et du quotidien réel de sa propre société. Les pauvres québécois sont aussi pauvres que les pauvres africains, aussi impuissants, aussi démunis, et leurs enfants, aussi malheureux même si leur sort est différent. Ici, on ne meurt pas de faim comme en Afrique, mais on meurt d'impossibilité de vivre.

◆ ◆ ◆

Je disais plus haut que j'écrivais pour partager, alors partageons un peu dans cette période des Fêtes qu'on dit destinée au partage. J'ai découvert deux ou trois choses qui pourraient vous être utiles, pas pour comprendre le monde, mais pour vivre mieux. Une sorte de cadeau de Noël.

Le monde est d'une simplicité confondante. Des jeux d'intérêts, des blocs d'influence qui se

modifient, qui évoluent de manière généralement prévisible, des forces économiques qui peuvent s'analyser. Il y existe des surprises, mais nul mystère impossible à percer.

La vie de tous les jours, par contre, quelle complexité et quel effort d'attention elle requiert. La complexité des relations humaines risque d'échapper à celui qui explique le monde, mais aussi à beaucoup d'autres. Car nous sommes nombreux à croire que la vie quotidienne est simple et dépourvue de pièges. Obnubilés que nous sommes par le travail, la crise, les habitudes ou le déneigement, notre regard pour l'autre est myope. Obsédés par le confort et la facilité, convaincus de les pouvoir, les hommes cessent de regarder, d'apprivoiser, de comprendre leurs proches.

Tout ici semble acquis sur le plan social, ce qui nous rend apolitiques et nous incline à voter de moins en moins. Et trop souvent, dans nos relations personnelles, nous manifestons le même comportement, surtout quand nous prétendons résoudre des problèmes importants.

En fait, je voulais vous parler de l'inutilité des grandes explications qu'on trouve dans les livres et les journaux renommés et de l'importance fondamentale des petits bonheurs et des attentions minuscules. Pas les fleurs offertes pour excuser un retard, mais la main tendue, la caresse chaleureuse, le mot amoureux, et surtout l'attention pour l'autre.

Là, j'écris surtout pour les hommes, car nous nous complaisons facilement dans l'explication du monde et le refus de la vie qui nous semble trop complexe et désordonnée. Les hommes craignent l'incertain, le douteux, l'incompréhensible.

Le colonel Bagosora, maître d'œuvre du génocide au Rwanda, [vient d'être] condamné à la prison à vie par le tribunal d'Arusha. J'en ai pris note, mais je ne pense qu'au sapin de Noël, aux cadeaux et aux petits bonheurs que j'ai si souvent oubliés parce que je ne pensais qu'au colonel Bagosora.

L'indomptable

FRÉDÉRIQUE DOYON

Journaliste du Devoir

Il a été mon héros et mon tortionnaire. À mes yeux de petite fille, ce beau-père intraitable et colérique à ses heures avait volé la place de mon papa auprès de ma maman, que rien ne semblait destiner à un divorce. Il ruait facilement dans les brancards, se souciait peu des détails ménagers, trop ordinaires, et ne manquait jamais une occasion de me rappeler l'enfant gâtée que j'étais. Mais c'était aussi un intellectuel et esthète extrêmement sensible, fin cuisinier et charmeur à sa manière. Si bien qu'après de lui j'ai appris la vie, ses laideurs et ses beautés.

Surtout, il incarnait pour moi le journaliste idéal: homme de terrain et de convictions, polémiste, il osait crier ce que tout le monde disait tout bas, fustigeait toutes les hypocrisies, même s'il fallait pour cela envoyer promener patrons et amis. Je me souviens particulièrement de l'époque où il signait ses reportages internationaux pour *Le Point*.

L'homme ressemblait finalement à son Valcourt d'*Un dimanche à la piscine à Kigali*. Mais l'aura du vrai héros en moins, car pendant qu'il dénonçait les horreurs du monde, il pouvait devenir un être égocentrique, parfois difficile avec ses proches, comme si, à force de dénoncer les horreurs du monde, il avait oublié comment aimer et préférer s'emmurer en lui-même. Un homme sans compromis, qui avait l'art de se mettre à dos même ceux qui l'aimaient.

Puis, il est devenu auteur, un auteur dont j'admire l'écriture sobre et les récits pleins d'humanité et de réalisme. Qui aurait cru qu'il consacrerait une bonne part de sa production littéraire à cette cellule familiale qui lui semblait si étrangère? C'est peut-être cette étrangeté qui tient lieu de personnage principal dans ses romans. L'étrangeté face à l'humain, le pire comme le meilleur.

L'œuvre littéraire, aussi lucide et transcendante soit-elle, rachète-t-elle le comportement de l'homme, du père, du mari? J'ose répondre oui. Mais je ne fréquente plus Gil Courtemanche depuis plus de 20 ans, et je peux me contenter des amendes très honorables de ses romans. C'est l'éternel dilemme entre la clairvoyance de l'artiste et la difficulté des relations humaines.

La fulgurance de ton style nous manquera, Gil. L'homme que tu étais aussi, avec ses qualités et ses défauts. J'aurais souhaité te lire encore longtemps dans ces mêmes pages ainsi que dans tes romans.

Je veux aussi dédier ce texte à ta fille unique Anne-Marie, ma demi-sœur et ta première véritable héroïne. Grâce à elle et à tes lecteurs, tu ne meurs pas tout à fait seul.

Rebelle! Sans doute, pardi!

FRANÇOIS BUGINGO

Journaliste et animateur

Ce soir-là, Les Enfants terribles, un restaurant de Montréal, n'avait pas assez de son nom pour contenir la colère d'un homme de mots.

Gil Courtemanche, c'était donc ça: des mots qui sonnent, des mots qui disent, mais surtout des mots qui dénoncent. Avec la conviction des hommes de droit, avec la rage des poètes en colère et ce regard triste de ceux qui ont vu, beaucoup vu.

La Haye, je suis en escale aux Pays-Bas, je suis surtout un privilégié témoin d'un roman en gestation. L'une des dernières salves d'un rebelle dépité. Dégoûté d'une rebuffade subie par cette Cour pénale internationale à laquelle il s'était attaché. Rage admirable d'un héraut de causes sans défense.

Au fil du temps, Gil, mon ami Gil, s'était détaché des flatteries des admirateurs, des faux sourires des courtisans de roitelets sans royaume.

Certains le disaient amer, je l'ai toujours senti interpellant, obstinément non conciliant. Après tout, il en avait le droit et la droiture.

Ainsi donc, c'est presque par dépit qu'il m'avait appris cette «saloperie», cette «merde» qui s'était entichée de lui. «Fais chier», avait-il lâché élégamment.

Je n'ai pas osé le mot de compassion, je n'ai pas su le mot juste, je n'ai pas pu braver son regard cynique. Il n'y avait que ses lèvres tremblantes pour dire son doute. Ses yeux humides pour conjurer l'inéluctable et dire son réel amour de la vie.

«Tiens bon, corniaud, lui ai-je lancé lors de notre dernière rencontre. *Fait trop froid l'automne pour qu'on se lâche la main.*»

— Tu crois qu'il vaut mieux mourir l'été? Comme si je me fichais de ton costume à mon enterrement?

Un temps j'ai cru qu'il se foutait encore de ma gueule.

Jusqu'à ce beau jour d'été. Quand. Sur la pointe des pieds, il est parti. Sans sa tonitruante habitude.

Une autre sortie réussie de l'éternel rebelle. Et nan! pour qui imaginait un autre scénario.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec)/Fabien Desjardis (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre); **information politique :** Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault/Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporters); **information culturelle :** Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); **information économique :** Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); **information internationale :** Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); **Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices);** Benoît Munger et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier, Étienne Plamondon-Emond (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Geneviève Tremblay et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction). **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Béherer (Ottawa), Dave Noël (Québec). **PUBLICITÉ**, Jean de Billy, Jennifer (Québec). **PRODUCTION** Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion). **ADMINISTRATION** Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

